

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

Lille, le 15 JANVIER 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ROQUETTE FRERES

avenue des lilas
80800 Vecquemont

Références : 2023-E20196
Code AIOT : 0005102581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement ROQUETTE FRERES implanté avenue des lilas 80800 Vecquemont. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action de contrôle des ouvrages hydrauliques et la possibilité d'accident sur ces ouvrages liés à des ruptures de digues. Cette visite d'inspection a été annoncée à l'exploitant par courriel du 18 octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROQUETTE FRERES
- avenue des lilas 80800 Vecquemont
- Code AIOT : 0005102581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ROQUETTE exploite, depuis 1956, une féculerie sur le territoire de la commune de Vecquemont.

L'activité principale de ce site est la transformation de la pomme de terre et l'extraction de la fécule, à destination principalement des industries papetières, alimentaires et pharmaceutiques. Dans le cadre de cette activité, ROQUETTE dispose d'une installation de récupération de protéines, de déshydratation des pulpes et d'un atelier de féculs modifiés. Sur le site également, un atelier est dédié à la fabrication d'un réactif pour la modification de la fécule (Réactif Cationique Roquette ou RCR). Cet atelier est le seul à fabriquer ce réactif, pour l'ensemble du groupe ROQUETTE.

Le site couvre une surface totale de 13 ha et emploie 150 personnes (jusqu'à 240 personnes en période de campagne). La féculerie Roquette dispose d'une capacité de 6 000 tonnes de pommes de terre par jour, ce qui correspond à une production de fécule comprise entre 670 000 et 830 000 tonnes depuis la campagne 2008 / 2009.

Les pommes de terre sont acheminées vers le site par camion ; elles sont échantillonnées afin de déterminer leur tare (pourcentage d'impuretés telles que cailloux, terre, fanes...) et leur richesse en amidon. Elles sont ensuite stockées dans la cour du site. Les pommes de terre subissent ensuite les opérations suivantes :

- séparation de la tare ;
- lavage
- râpage
- centrifugation permettant l'obtention d'une phase soluble (eaux rouges contenant les protéines à et d'une phase insoluble (fécule et pulpe) ;
- extraction et purification de la fécule, des pulpes et des protéines,
- séchage, conditionnement ;
- stockage en vrac ou conditionné.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est soumis à autorisation et classé SEVESO Seuil Bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle des ouvrages hydrauliques (bassins)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La séparation en deux bassins du bassin principal n'a pas été portée à la connaissance du Préfet de la Somme. L'absence d'incidence par rapport aux ouvrages initialement autorisés n'est pas démontrée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Article 3 de l'arrêté préfectoral du 09 septembre 1994	Arrêté Préfectoral du 09/09/1994, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Article 3 de l'arrêté	Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	préfectoral du 11 octobre 2004			
3	Article 4 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2004	Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Article 5 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2004	Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, il a été constaté :

- des modifications notables apportées aux installations de façon structurelle et sur leurs utilisations sans être portées à la connaissance du Préfet.
- Une échelle limnigraphique est manquante en l'absence d'éléments de justification sur la communication des deux séparations du bassin principal.
- le niveau d'eau n'est pas toujours inférieur d'au moins 1,5m par rapport à la crête de la digue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Article 3 de l'arrêté préfectoral du 09 septembre 1994

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/1994, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations ou à leur mode d'utilisation, de nature à entraîner [...] un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : La séparation en deux bassins du bassin principal a été réalisée sans information portant à la connaissance du Préfet de la Somme de cette opération. L'absence d'incidence par rapport aux

ouvrages initialement autorisés n'est pas démontrée
Les bassins sont en grande partie remplis de terre. Leurs capacités de stockage et les conditions d'utilisation initiales sont modifiées.
Ces constats ont pu déjà être faits lors d'une visite d'inspection du 23 septembre 2020.
Non-conformité : Modifications notables apportées aux installations de façon structurelle et sur leurs utilisations sans être portées à la connaissance du Préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2004

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : Les bassins seront équipés d'une échelle limnigraphique, facile à consulter depuis la crête de la digue.
Constats : Le bassin principal est équipé d'une échelle limnigraphique. Le bassin a cependant été séparé en deux bassins avec une digue séparative. L'exploitant n'a pas pu préciser au moment de la visite si les bassins communiquaient entre eux. Si les deux bassins sont indépendants hydrauliquement, deux échelles limnigraphiques sont nécessaires. Ces constats ont pu déjà être faits lors d'une visite d'inspection du 23 septembre 2020.
Non-conformité : Une échelle limnigraphique est manquante en l'absence d'éléments de justification sur la communication des deux séparations du bassin principal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Article 4 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2004

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : Le niveau d'eau devra toujours être inférieur d'au moins 1,5 m par rapport à la crête de digue. Ce niveau sera très visiblement repéré sur l'échelle prévue à l'article 3 précité. Il est interdit de porter atteinte à l'intégrité des digues du bassin. L'ouverture d'une brèche est interdite. L'accès pour quelque motif que ce soit à l'intérieur du bassin devra se faire par rampes de franchissement. Le volume d'eau présent dans le bassin K (bassin de stockage des eaux décantées) ne devra en aucun cas dépasser 40 000 m ³ . L'exploitant met en place une procédure spécifique permettant de

connaître en permanence le volume d'eau dans le bassin. L'exploitant définira un seuil d'alarme afin que le volume maximal ne puisse être dépassé.

Constats :

D'après le relevé des niveaux d'eau réalisé par l'exploitant, le niveau maximal du bassin avec une revanche de 1,5m est dépassé toute l'année. En pratique, le bassin présente un niveau important de sédimentation et est rempli de terre sur plusieurs mètres. En conséquence, le niveau d'eau dépasse effectivement la limite fixée, mais représente une hauteur d'eau limitée et donc un volume d'eau inférieur aux 40000 m³ de la prescription sus-visée. L'exploitant précise que la hauteur d'eau estimée sur la superficie du bassin est de l'ordre de 70 cm. En l'absence d'étude géotechnique ou de stabilité des bassins, il n'est pas possible de se prononcer sur le respect de la revanche en termes de niveau d'alerte. Par ailleurs, la séparation en deux bassins du bassin principal n'a pas été portée à la connaissance du Préfet, et peut avoir un impact sur la tenue des ouvrages.

Ces constats ont pu déjà être faits lors d'une visite d'inspection du 23 septembre 2020.

Non-conformité : le niveau d'eau n'est pas toujours inférieur d'au moins 1,5m par rapport à la crête de la digue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Article 5 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2004

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques

Prescription contrôlée :

L'exploitant fera procéder : - Au moins une fois par jour au cours de la campagne d'épandage et une fois par semaine hors campagne à un examen visuel des digues ainsi qu'au relevé des niveaux d'eau dans les bassins. Les résultats seront consignés dans un registre prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées à qui tout incident sera signalé. - Au moins une fois par an à une visite détaillée des ouvrages par un organisme compétent en mécanique des sols.

Constats :

Le site est à jour de ses visites détaillées. Le relevé du niveau d'eau est bien réalisé quotidiennement en campagne et à fréquence plus espacée hors campagne.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet